

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je regrette de n'avoir pas reçu préavis de cette question, mais, sauf erreur, nous prenons note de l'arrivée au Canada de toute personne venant de Grande-Bretagne. Le ministère fédéral n'a pas compétence pour faire autre chose que de faire rapport aux autorités provinciales de la santé de la destination où se rendent les visiteurs, de sorte que les autorités provinciales seront en mesure d'exercer une étroite surveillance pour déceler des symptômes possibles.

(Plus tard)

(Texte)

Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

Tout à l'heure, j'ai posé une question assez pressante à l'honorable ministre du Commerce. Je lui avais donné avis de ma question afin de collaborer avec vous et économiser le temps de la Chambre. De plus, le ministre du Commerce était disposé à répondre à cette question urgente qui a trait à la visite du président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Lucien Saulnier.

J'ai donné préavis de ma question au ministre, et il était consentant d'y répondre. En conséquence, monsieur l'Orateur, je vous demande s'il ne serait pas possible de permettre à l'honorable ministre du Commerce de donner une courte réponse à ma question, étant donné que je lui en ai donné avis.

(Traduction)

M. l'Orateur: Je dois avouer que je ne me rappelle pas la question. Toutefois, si elle est urgente et si le ministre est disposé à y répondre brièvement, il peut le faire avec le consentement de la Chambre.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je dois tenir une réunion, à midi et au début de l'après-midi, avec M. Saulnier et M. Gérard Lévesque, un ministre de la province de Québec, ainsi qu'avec certains dirigeants de l'Exposition de 1967, au sujet de la question soulevée par l'honorable député.

LE COMMERCE

COTON—DROIT DE «DUMPING» SUR LES IMPORTATIONS PROVENANT DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre suppléant du Revenu national. Comme le Congrès des États-Unis a pris des dispositions en vue d'accorder aux fabricants de coton une subvention directe de 6½c. la livre, ce qui veut dire que les fabricants des États-Unis toucheront le plein montant de la subvention versée aux acheteurs étrangers de coton brut, le gouvernement du Canada entend-il établir un droit de dumping à cet égard?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre suppléant du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je serai heureux d'accepter cette question comme un préavis.

(Texte)

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

ON RÉCLAME UNE TROISIÈME VOIE D'ACCÈS AU PONT CHAMPLAIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Commerce. A-t-il l'intention de se rendre à la demande de M. Lucien Saulnier, de Montréal, qui, au nom de la ville de Montréal, désire une troisième voie d'accès au pont Champlain, en vue de l'Exposition universelle?

(Traduction)

M. l'Orateur: Cette question devrait être inscrite au Feuilleton.

M. Pigeon: J'ai informé le ministre que je désirais lui poser cette question et il a accepté. Il est disposé à y répondre.

[M. Olson.]

L'URANIUM

DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU PREMIER MINISTRE AU SUJET DE L'ACCUMULATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. A. Webb (Hastings-Frontenac): J'aimerais poser une question au premier ministre. Lors d'une réunion à laquelle assistaient des candidats libéraux et qui s'est tenue à l'hôtel Park Plaza de Toronto juste avant les dernières élections, le premier ministre a-t-il déclaré au candidat libéral de Hastings-Frontenac qu'il veillerait à ce que l'accumulation d'uranium se continue aussi longtemps que ce serait nécessaire?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute fort que cette question soit recevable.

M. Webb: En ce cas, j'aimerais que la question soit débattue à la prochaine occasion.